



-20%

sur le dédouanement
des véhicules d'occasion
jusqu'au 15 novembre 2025

Mesure de dépréciation de 20%
sur les valeurs des véhicules
de plus de cinq (05) ans d'âge

POUR PLUS D'INFORMATIONS ☎ 8201

FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg



Jeunes entreprises togolaises
Un partenariat stratégique entre
le CNP et la CJET pour bâtir un
secteur privé inclusif et compétitif **P.4**

À l'ONU, Lomé **P.3** appelle à soutenir la campagne « Décoloniser la géographie

À la tribune de la 80^e Assemblée générale des Nations Unies, le ministre togolais des Affaires étrangères, Prof. Robert Dussey, a livré un message empreint de confiance et de réalisme quant à l'évolution socio-économique de son pays. « Soyez rassurés, le Togo va bien. Et le Togo va mieux, au bénéfice de nos populations », a-t-il affirmé devant la communauté internationale...



Arthur Lilas Trimua rejoint la BOAD **P.4**

Un expert au carrefour du droit et de la finance



Tranche Commune Entente 2025

**Un centre médico-social
et des financements
pour l'entrepreneuriat
au Togo** **P.2**



Awunyo Awards 2025 **P.2**

BB Lomé et la mode togolaise à l'honneur



Tranche Commune Entente 2025

Un centre médico-social et des financements pour l'entrepreneuriat au Togo

Les loteries nationales du Conseil de l'Entente (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Niger et Togo) annoncent, à travers la Tranche Commune Entente (TCE), le financement de projets sociaux et entrepreneuriaux à l'occasion de la 30^e édition de ce jeu régional, prévue à Lomé entre octobre et novembre 2025.

Un centre médico-social verra ainsi le jour au profit de l'Université de Kara, pour un coût total de 125 millions FCFA. Chacune des loteries membres du

Conseil apportera une contribution de 25 millions FCFA à ce projet, a précisé Kokouvi Amédomé, directeur marketing et innovation de la Loterie Nationale Togolaise (LONATO), lors du lancement officiel de l'édition, le 25 septembre à Lomé.

Parallèlement, la TCE 2025 entend stimuler l'entrepreneuriat grâce à un appel à projets. Dix initiatives portées par des jeunes et vingt projets



soumis par des femmes ou groupements féminins seront retenus dans les cinq pays membres. Les secteurs ciblés sont

l'agriculture, l'élevage et la protection de l'environnement. Chaque projet retenu bénéficiera d'un appui financier de 2

millions FCFA pour les jeunes et de 1 million FCFA pour les femmes.

Outre ces dimensions sociales et économiques, la 30^e édition de la TCE propose également aux parieurs des gains pouvant atteindre 20 millions FCFA, pour une mise de départ de seulement 500 FCFA. « L'ambition est de permettre aux gagnants de disposer de ressources pour lancer leurs propres projets », a souligné Kokouvi Amédomé.

Dodji Ketohou

Awunyo Awards 2025

BB Lomé et la mode togolaise à l'honneur

Sous la conduite de son Directeur général, Diogo Victoria, une délégation de BB Lomé a pris part à la 7^e édition des Awunyo Awards, organi-

Une soirée dédiée à la créativité et à l'excellence

La cérémonie a été rythmée par un grand défilé de

emblématiques de la mode togolaise

Au cours de la soirée, plusieurs distinctions ont été remises :

génération de créateurs.

ému.

Kadi Fashion, « Jeune Créateur de l'Année »

Le prix du Jeune Créateur de l'Année a été attribué à SEMEHA Kodjo Moïse, connu sous le nom de Kadi Fashion, pour sa collection intitulée « Ma Patrie », une œuvre inspi-

Une édition saluée par les organisateurs

Les organisateurs ont exprimé leur satisfaction quant au talent et à la créativité des participants, affirmant que ces événements contribuent à dynamiser l'industrie de la mode



sée le samedi 20 septembre 2025 à l'hôtel Sarakawa de Lomé. L'événement, sponsorisé par Castel Beer, la bière panafricaine, a une nouvelle fois célébré l'élégance, la créativité et le patrimoine de la mode togolaise, tout en mettant l'accent sur la transmission du savoir-faire et le rôle des acteurs historiques du secteur.

mode, mettant en lumière les créations de stylistes togolais à travers des tableaux artistiques et thématiques. Les participants ont présenté des collections mêlant tradition, modernité et innovation, valorisant des matériaux tels que les cauris, les paillettes, les tissus traditionnels et les techniques artisanales locales.

Des hommages aux figures

• aux couturiers cumulant plus de 30 ans de carrière,

• aux acteurs influents de l'industrie de la mode,

• et aux anciens mannequins ayant marqué l'histoire de la mode togolaise.

Ces distinctions ont souligné l'importance de préserver et de valoriser le patrimoine culturel et stylistique du Togo, tout en inspirant la nouvelle

génération de créateurs.

« Je suis fier de ma persévérance. Ma collection, Ma Patrie, s'inspire de l'histoire de la mode togolaise, utilisant des cauris, des paillettes et d'autres matériaux. Ce prix est un accomplissement, car j'ai toujours rêvé de défiler aux Awunyo Awards et de devenir créateur au Togo », a déclaré le jeune styliste, visiblement

togolaise et à offrir une visibilité internationale aux créateurs locaux.

La présence de BB Lomé et de ses représentants a renforcé la dimension professionnelle de la cérémonie, témoignant de l'intérêt croissant des entreprises et acteurs économiques pour le secteur de la mode et son potentiel de développement culturel et commercial.

Parlement de la Cédéao

Deux nouveaux sénateurs togolais prêts à renforcer la voix du Togo

Sous le ciel de Port Harcourt, deux voix togolaises viennent désormais contribuer aux débats ouest-africains. Alipui Senanu Koku et Kagbara Uleija Y. M. Innocent ont prêté serment le 25 septembre 2025, marquant leur entrée officielle au Parlement de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao).

Par une lettre officielle adressée le 8 septembre 2025 à la présidence du Parlement communautaire, le Togo avait annoncé la désignation de ses

deux nouveaux sénateurs :

- Alipui Senanu Koku, représentant l'UFC,
- Kagbara Uleija Y. M. Innocent, représentant le PDP.

La prestation de serment a eu lieu lors de la seconde session extraordinaire de l'année, et permet aux deux élus de rejoindre leurs homologues au sein de cette institution régionale.

Engagement et responsabilités

Cette cérémonie marque



l'engagement des deux sénateurs à siéger activement et à participer aux discussions clés qui agitent la sous-région, notamment :

- la sécurité,
- la gouvernance démocratique,
- le développement,
- et l'intégration régionale.

Le Togo réaffirme ainsi sa volonté de jouer un rôle actif dans la recherche de solutions aux grands défis ouest-africains.

Une délégation togolaise renforcée

Avec ces nominations, la délégation togolaise au Parlement de la Cédéao s'élargit et s'appuie sur l'expérience de :

- Patrick Kodjovi Senam,
- Soklingbé Sénou,
- Bolouvi Patrick Kodjovi Senam,
- et Hadja Mémounatou Ibrahima, actuelle présidente de

l'institution.

Un Parlement au service des peuples

Le Parlement de la Cédéao ne se limite pas à une fonction représentative. Il constitue une tribune pour les aspirations populaires, offrant aux peuples d'Afrique de l'Ouest une voix commune et une plateforme pour défendre les intérêts régionaux.

En renforçant sa présence dans cet hémicycle, Lomé envoie un signal fort : celui d'un pays déterminé à s'impliquer davantage dans la dynamique ouest-africaine. Deux voix supplémentaires mais surtout un pas de plus vers une intégration régionale plus inclusive et plus forte.

AA

À l'ONU, Lomé appelle à soutenir la campagne « Décoloniser la géographie »

À la tribune de la 80^e Assemblée générale des Nations Unies, le ministre togolais des Affaires étrangères, Prof. Robert Dussey, a livré un message empreint de confiance et de réalisme quant à l'évolution socio-économique de son pays. « Soyez rassurés, le Togo va bien. Et le Togo va

stratégies nationales, notamment à travers la feuille de route gouvernementale 2020-2025, structurée autour de quatre piliers : le social, l'économie, l'environnement et la gouvernance.

Parmi les réformes majeures, le ministre a mis en avant la digitalisation et la simplification des procédures

d'améliorer la transparence, la gouvernance et la compétitivité de son économie.

Le ministre a également insisté sur des acquis sociaux concrets : un taux d'accessibilité géographique aux soins de santé porté à 90,7 % en 2023 (contre 71,4 % en 2020), le lancement de l'assurance maladie universelle couvrant plus de 3 millions de personnes, dont les élèves via le programme School AMU, un accès à l'eau potable de 86 % en 2024 (+26 % par rapport à 2020), ainsi qu'un accès à l'électricité de 74,5 % avec une nette réduction de la dépendance énergétique extérieure (64 % en 2020 contre moins de 50 % en 2025).

Dans la lutte contre la pauvreté, le taux de population vivant sous le seuil national est passé de 51,1 % en 2020 à 24,8 % en 2025, marquant une avancée notable. Le secteur agricole a également enregistré des progrès, avec des rendements en hausse de 11 % à 17,32 % selon les filières (maïs, riz, manioc, soja), tandis que 4 472 km de pistes rurales ont été aménagées et 485 km de routes bitumées construites ou réhabilitées à fin 2024.

Sur le plan environnemental, le Togo a renforcé son action climatique : 60 % des populations côtières bénéficient désormais

de mesures de protection contre l'érosion, et 40 millions de plants ont été mis en terre sur 48 000 hectares.

« Ces différentes réalisations, dans le cadre de la feuille de route 2020-2025, ont permis d'accélérer la croissance économique », a conclu Prof. Dussey, réaffirmant que le pays demeure fermement engagé sur la voie du développement durable.

Ainsi, le Togo s'est présenté aux Nations Unies comme un État résolument tourné vers l'avenir, où les réformes structurelles et les investissements sociaux convergent pour l'amélioration du bien-être des populations.

Lomé appelle donc à soutenir la campagne « Décoloniser la géographie »

le ministre des Affaires étrangères, Robert Dussey, a dénoncé les distorsions cartographiques héritées de la projection Mercator du XVI^e siècle, qui réduisent la taille du continent africain et amplifient celle de l'Europe et de l'Amérique du Nord.

Avec ses 30,3 millions de km² et près de 1,5 milliard d'habitants attendus d'ici à 2030, l'Afrique pèse 20 % des terres émergées et 18 % de la population mondiale. Pourtant, sur les cartes les plus utilisées, elle apparaît plus petite que le Groenland, a relevé le chef de la diplomatie togolaise. « L'Afrique est minimisée intentionnellement », a souligné M. Dussey, rappelant que le continent pourrait contenir les États-Unis, la Russie, l'Inde, la France, le Royaume-Uni et la Chine

réunis.

Lomé appelle donc à soutenir la campagne « Décoloniser la géographie », qui vise à corriger cette représentation biaisée et à établir une nouvelle cartographie politique. Pour le Togo, il ne s'agit pas seulement de rétablir une vérité scientifique, mais aussi de renforcer la place de l'Afrique dans les relations internationales et dans l'imaginaire collectif.

Outre ces enjeux, le patron de la diplomatie togolaise, représentant le président du Conseil, Faure Gnassingbé, a mis l'accent sur la justice réparatrice, en appelant la communauté internationale à reconnaître l'esclavage, la traite transatlantique et la colonisation comme des crimes de génocide contre les peuples africains.

Il s'agissait également de réaffirmer la nécessité d'une réforme du Conseil de sécurité de l'ONU, en particulier pour accorder au continent africain une représentation permanente et équitable. Robert Dussey a en outre présenté les avancées socio-économiques du Togo, notamment dans l'accès aux services sociaux de base, la digitalisation des services publics, la croissance agricole et l'inclusion financière. Enfin, il a attiré l'attention sur les menaces sécuritaires dans le Sahel et en Afrique de l'Ouest, en soulignant l'importance de la coopération internationale pour contenir le terrorisme et préserver la stabilité régionale.



mieux, au bénéfice de nos populations », a-t-il affirmé devant la communauté internationale.

Le chef de la diplomatie a rappelé que les progrès enregistrés ces dernières années témoignent de la ferme volonté du gouvernement de faire de l'Agenda 2030 des Objectifs de Développement Durable (ODD) la véritable boussole des politiques publiques. Plus de 70 % de ces objectifs sont désormais intégrés dans les

fiscales et douanières, qui ont renforcé la mobilisation des recettes publiques, l'opérationnalisation du guichet unique pour le dépôt des états financiers, le renforcement du cadre juridique des marchés publics et du partenariat public-privé (PPP) depuis 2021, ainsi que l'organisation d'audiences judiciaires en ligne, réduisant considérablement les délais de procédures.

Ces réformes, selon lui, illustrent la volonté du Togo

Coopération Togo-OIF

Robert Dussey et Louise Mushikiwabo unissent leurs efforts pour la paix et le numérique

En marge de la 80^e Assemblée générale des Nations unies, le ministre togolais des Affaires étrangères, de l'Intégration régionale et des Togolais de l'extérieur, Robert Dussey, a eu, le lundi 23 septembre 2025 à New York, un entretien avec la secrétaire générale de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), Louise Mushikiwabo.

Paix et dialogue au cœur des échanges

Les discussions ont porté sur la situation politique régionale et sur le rôle majeur joué par le Togo dans la consolidation de la paix et du dialogue en Afrique. Depuis plusieurs années, Lomé s'affirme comme une plateforme diplomatique de médiation, accueillant et accompagnant



des pourparlers de sortie de crise sur le continent. La rencontre a également évoqué les échéances à venir pour l'OIF, notamment la conférence ministérielle de la Francophonie prévue en novembre prochain à Kigali, rendez-vous stratégique de

concertation et d'orientation.

Une relation « exemplaire » entre Lomé et la Francophonie

Membre de l'OIF depuis 1970, le Togo entretient avec l'organisation une relation souvent qualifiée d'« exem-

plaire ». Lomé abrite d'ailleurs le plus ancien bureau régional de l'OIF, symbole de cette proximité historique. Cette coopération couvre des champs variés, allant de la gouvernance démocratique à la promotion de la langue française, en passant par le développement durable et la formation des jeunes.

Le numérique et la formation comme priorités

Ces dernières années, l'accent est particulièrement mis sur l'innovation numérique et l'insertion professionnelle des jeunes. Deux initiatives phares sont en cours :

- Le lancement d'une politique nationale d'intégration de l'intelligence artificielle dans l'enseignement technique et la formation professionnelle, dont le document stratégique est attendu début 2026. Ce projet vise à doter le Togo d'une stratégie pionnière en Afrique subsaharienne pour former une jeunesse compétente face aux mutations technologiques.

- Le projet « D-CLIC, formez-vous au numérique avec l'OIF », déjà déployé dans plusieurs villes togolaises et actuellement opérationnel à Aného et Kpalimé. Ce programme permet de former des jeunes aux métiers du digital (développement web, design, gestion de projets numériques, cybersécurité), afin de favoriser leur insertion professionnelle et leur contribution à l'économie numérique nationale.

Une coopération tournée vers l'avenir

La rencontre entre Robert Dussey et Louise Mushikiwabo illustre la volonté partagée de renforcer le partenariat stratégique entre le Togo et la Francophonie, à la fois dans la consolidation de la paix et dans l'accompagnement de la transition numérique. En mettant en avant le rôle de Lomé comme acteur engagé et innovant, cette coopération ouvre de nouvelles perspectives pour les prochaines décennies.

AGBAGAN Kodjo Seth

Jeunes entreprises togolaises

Un partenariat stratégique entre le CNP et la CJET pour bâtir un secteur privé inclusif et compétitif

Face aux difficultés structurelles rencontrées par de nombreuses jeunes entreprises togolaises, souvent limitées par le manque de moyens et l'isolement, la Confédération des Juniors Entreprises du Togo (CJET) et le Conseil National du Patronat du Togo (CNP-Togo) ont décidé d'unir leurs forces.

Vendredi 26 septembre 2025, les deux organisations ont signé à Lomé une convention de partenariat destinée à accompagner, renforcer et structurer les jeunes entreprises et coopératives débutantes, afin d'assurer leur compétitivité et leur viabilité économique.

Un partenariat d'envergure pour 5 ans renouvelables

La convention, conclue pour une durée de cinq ans renouvelable, a été signée en présence de plusieurs figures du monde entrepreneurial, dont ABOKI Koku Vignon, Président du Groupement Togolais des Petites et Moyennes Entreprises et Industries (GTPME/PMI), et Mme Edwige SANT, Présidente de l'Association Professionnelle des

Revendeuses de Tissus Wax Hollandais (APRT).

Pour Médissa SAMA, Présidente de la CJET, cet accord marque une étape décisive :

« Ce partenariat est extrêmement important pour nous, dans la mesure où il crée un pont entre les grands patrons et les jeunes entrepreneurs et coopératives que nous sommes, afin de mieux nous accompagner dans notre évolution, que ce soit sur le plan structurel, de l'accès au financement, des opportunités de marché et même du plaidoyer. »

Des axes stratégiques pour transformer l'écosystème entrepreneurial

Le partenariat s'articule autour de plusieurs volets essentiels :

- Plaidoyer et représentation : défense des intérêts des jeunes entreprises auprès des décideurs publics et privés.
- Accès au marché : intégration progressive des jeunes entreprises dans les chaînes de valeur des grandes sociétés grâce au mentorat et au tutorat.
- Accès au financement

: mobilisation des partenaires techniques et financiers pour soutenir les PME et coopératives.

- Formation et renforcement de capacités : organisation de sessions de formation adaptées aux besoins réels des jeunes entrepreneurs.

- Promotion et visibilité : création d'un label qualité pour accroître la notoriété des entreprises accompagnées.

Un Comité de suivi conjoint sera mis en place afin d'évaluer périodiquement les résultats et de garantir l'impact durable de ce partenariat.

Un écosystème porté par la vision présidentielle

Au-delà de la structuration, la convention s'inscrit dans une dynamique nationale qui répond à la vision du Chef de l'État, Faure Gnassingbé, déterminé à soutenir la jeunesse entrepreneuriale et à renforcer le rôle du secteur privé dans le développement de l'économie togolaise.

« Une entreprise qui ne vend pas, qui n'a pas de financement, ne peut pas sur-



vivre. Comme elle vient de commencer, elle est limitée et a des lacunes. Elle a besoin des aînés pour l'accompagner », a insisté Médissa SAMA, saluant la volonté présidentielle d'encourager l'énergie positive des jeunes entrepreneurs.

Le rôle des deux partenaires

- Le CNP-Togo, regroupant des associations professionnelles, œuvre pour défendre les intérêts collectifs et individuels du secteur privé, tout en travaillant en partenariat avec l'État et divers organismes.

- La CJET, véritable catalyseur de croissance pour les entreprises de moins de 10 ans, fonde son action sur trois piliers : structuration, accompagnement et identification de financements adaptés. Elle est notamment initiatrice du programme Carrefour Jeunes, dont les prochaines étapes sont prévues

dans les régions des Savanes (16-17 octobre 2025) et Centrale (23-24 octobre 2025). À travers son Programme d'intégration et de développement des coopératives et PME, les dix meilleures entreprises repérées lors de ces rencontres bénéficient d'un appui financier et d'un accompagnement structuré.

Vers un secteur privé plus inclusif et compétitif

Ce partenariat CJET-CNP-Togo ouvre des perspectives nouvelles pour les jeunes entreprises, leur permettant de s'inscrire durablement dans le tissu économique national. En misant sur la solidarité intergénérationnelle entre grands patrons et jeunes entrepreneurs, il ambitionne de bâtir un secteur privé inclusif, compétitif et moteur de croissance pour le Togo.

Dodji KETOHOU

Arthur Lilas Trimua rejoint la BOAD

Un expert au carrefour du droit et de la finance

Le Togolais Arthur Lilas Trimua vient d'être nommé conseiller juridique auprès du président de la Banque ouest-africaine de développement (BOAD), Serge Ekué. Cette fonction stratégique s'inscrit dans un contexte où l'institution régionale est de plus en plus sollicitée pour le financement de projets climatiques et d'infrastructures de grande envergure.

Un profil hybride et international

Docteur en droit public de l'Université de Poitiers et diplômé en management et finance d'HEC Paris, Arthur Lilas Trimua possède un parcours à la croisée du droit, de la régulation et de l'ingénierie financière. Certifié CP3P en partenariats public-privé, il a exercé dans de grands cabi-

nets internationaux tels que Fidal, DLA Piper et Ashurst, avant de conseiller plusieurs gouvernements africains et bailleurs de fonds.

Il a contribué à des projets d'envergure tels que le métro d'Abidjan, le Train express régional de Dakar, l'aéroport international de Ouagadougou-Donsin ou encore le réseau ferré marocain. « Il est à l'aise des trois côtés : les États, les opérateurs privés et les institutions financières », confie un proche.

De Kifema Capital à la BOAD

Entre 2021 et 2025, il a dirigé Kifema Capital, un véhicule d'investissement initié par l'État togolais à travers Togo Invest Corporation. Cette structure visait à mobiliser l'épargne nationale et celle de

la diaspora autour d'une vision de souveraineté économique, en finançant l'énergie, le secteur bancaire et les infrastructures sociales.

Sous sa direction, Kifema a notamment investi dans la centrale Kékéli Efficient Power, dans le projet Sokodé Énergie, ainsi que dans la prise de participation au capital de IB Bank-Togo. En parallèle, Trimua occupait les fonctions de secrétaire général de Togo Invest, renforçant son expertise dans la structuration d'investissements stratégiques.

Les défis à relever à la BOAD

Aux côtés de Serge Ekué, Arthur Lilas Trimua sera chargé de sécuriser juridiquement les opérations de la BOAD et de contribuer à la



conception de mécanismes financiers innovants. Cette nomination intervient à un moment où la banque, notée parmi les meilleures de l'espace UEMOA, déploie une panoplie d'outils sophistiqués : obligations hybrides, titrisation, garanties partielles, assurances de portefeuille, financements mixtes et obligations durables.

Ces instruments visent à

réduire le coût du capital, sécuriser les opérations et répondre à la demande croissante en financements climatiques et infrastructurels. En rejoignant la BOAD, le juriste togolais s'inscrit dans la dynamique d'une banque en pleine mutation, appelée à jouer un rôle clé dans la transformation économique et écologique de la région.

AA

Togo-Kazakhstan

Un accord d'exemption de visas pour consolider une décennie de coopération diplomatique

Le Togo et le Kazakhstan ont franchi une nouvelle étape dans le renforcement de leurs relations bilatérales avec la signature, le mercredi 24 septembre à New York, d'un accord réciproque d'exemption de visas pour les titulaires de passeports diplomatiques et de service. Le document a été paraphé en marge de la 80^e Assemblée générale des Nations unies par les ministres des Affaires étrangères, Robert Dussey et Murat Nurtleu.

Une coopération qui s'intensifie

Cet accord vient sceller une décennie de coopération diplomatique entre Lomé et Astana, marquée par une volonté commune de

diversifier les partenariats internationaux. Depuis la visite officielle du président togolais Faure Gnassingbé à son homologue kazakh Kassym-Jomart Tokaïev en 2023, les deux capitales multiplient les initiatives.

Après la signature récente d'un protocole d'accord dans le domaine de la transformation digitale, l'exemption de visas illustre la détermination des deux pays à faciliter les échanges officiels et à renforcer la mobilité diplomatique, levier essentiel pour approfondir la coopération sectorielle.

De nouvelles perspectives pour Lomé et Astana

L'accord, selon le ministre

togolais des Affaires étrangères, « ouvre des perspectives intéressantes pour la coopération le long de l'axe Astana-Lomé, notamment dans l'agriculture, la sécurité alimentaire, l'éducation et les transports ».

À travers cet instrument, Lomé et Astana entendent également créer un cadre plus souple pour les discussions stratégiques multilatérales, notamment dans le contexte des Nations unies, mais aussi dans les échanges bilatéraux sur les défis globaux tels que la sécurité énergétique, la résilience climatique ou encore la diversification économique.

Un rapprochement stratégique

Le Kazakhstan, acteur



émergent en Asie centrale, dispose d'une expertise reconnue dans les secteurs de l'énergie, des infrastructures et de la formation scientifique. Le Togo, de son côté, poursuit son ambition de devenir un hub logistique et financier en Afrique de l'Ouest. Le rapprochement entre les deux pays ouvre ainsi la voie à des partenariats croisés, où savoir-faire kazakh et position

stratégique togolaise peuvent se compléter au service d'une coopération gagnant-gagnant.

En s'affranchissant des contraintes administratives liées aux visas pour leurs diplomates et agents de service, Lomé et Astana affichent la volonté de bâtir une relation plus fluide, ancrée dans la confiance mutuelle et tournée vers l'avenir.

Ing Ilyame OURO-LOWAN

Gestion durable des forêts

Les acteurs riverains des paysages des aires protégées du parc fazao-malfakassa outillés

Un atelier de formation axé sur la gestion collaborative des forêts classées et des plantations de l'État s'est tenu le vendredi 26 septembre 2025 à Tchébébé, dans la commune de Sotouboua 3. L'événement a réuni les populations riveraines des plantations situées dans le paysage des aires protégées du parc Fazao-Malfakassa.

», intégré au Programme d'appui à la lutte contre le changement climatique, la protection de la biodiversité et l'agroécologie (PALCC+).

L'objectif est clair : impliquer activement les communautés locales dans la gouvernance des forêts, afin d'assurer une exploitation durable conciliant besoins économiques et préservation

permettant de concilier développement économique et conservation.

Les discussions ont également porté sur la mise en place de mécanismes d'alerte précoce, de surveillance participative et d'outils de gestion concertée des espaces forestiers.

Appel à la responsabilité

d'obtenir de meilleurs rendements sur de petites superficies, réduisant ainsi la pression sur les forêts.

De son côté, le Préfet de Sotouboua, Pali Tchabi Passabi, a rappelé que les forêts constituent « un bouclier efficace pour la survie de l'Homme ». Il a exhorté les populations à s'engager activement dans le reboisement et à adopter des comportements responsables pour protéger le patrimoine forestier et lutter contre le réchauffement climatique.

Une mobilisation inclusive

La rencontre a connu la

participation du maire de Sotouboua 3, Lonmou Komlanvi, ainsi que des représentants institutionnels, chefs traditionnels, comités de développement (CCD, CVD), associations de femmes, groupements locaux et acteurs des communautés riveraines du parc Fazao-Malfakassa.

En favorisant la co-construction d'un modèle de gestion durable, cette initiative vise à faire des populations locales de véritables acteurs du changement, garants de la préservation des forêts pour les générations futures.

Ing Ilyame OURO-LOWAN



Une initiative soutenue par l'Union européenne

Cette rencontre, organisée par l'Office de Développement et d'Exploitation des Forêts (ODEF) avec l'appui financier de l'Union européenne (UE), s'inscrit dans le cadre du projet « Appui à la gestion durable des forêts domaniales du Togo (AGEDUFORD-Togo)

des écosystèmes.

Un cadre d'échanges et de sensibilisation

Au cours de la formation, les participants ont découvert les missions de l'ODEF, ainsi que le cadre juridique entourant la protection des forêts classées. Ils ont été sensibilisés aux pratiques alternatives et durables

collective

Dans son intervention, le Directeur général de l'ODEF, Dr Alaba Pyoabalo, a encouragé les populations à développer des forêts communautaires, tout en réduisant la consommation de bois grâce à l'usage de foyers améliorés. Il a aussi insisté sur l'adoption de nouvelles pratiques agricoles permettant

ENSEMBLE, SAFER CONSTRUISONS NOS ROUTES		
TARIFS DE PEAGE		
VEHICULES	CATÉGORIES	TARIFS
	2 roues	50F
	Tricycle	100F
	Vehicule léger	500F
	Minibus de 9 à 15 places	500F
	Autocar / Bus	1500F
	Poids lourd à 2 essieux	2500F
	Poids lourd à 3 essieux	3000F
	Poids lourd à 4 et 5 essieux	3000F
	Poids lourd à 6 et 7 essieux	3500F
	Poids lourd à 8 et plus	5000F

Gestion transfrontalière

Le Togo et le Bénin avancent vers une charte de l'eau du bassin du Mono

Le Togo et le Bénin ont engagé, depuis le mercredi 24 septembre 2025 à Lomé, des discussions techniques

jours, le rapport provisoire du guide méthodologique pour l'élaboration d'une charte de l'eau.

000 km² au Bénin, le bassin du Mono constitue une ressource vitale pour près de 4 millions d'habitants vivant dans les



destinées à mieux encadrer l'exploitation concertée des ressources hydriques du bassin du Mono. Des experts des deux pays examinent, durant un atelier de deux

Prévenir les tensions autour d'une ressource partagée

S'étendant sur 24 300 km², dont 21 300 km² au Togo et 3

zones riveraines. Sa localisation frontalière en fait cependant une source potentielle de tensions si son exploitation n'est pas régulée.

« Si on ne s'entend pas sur la bonne gestion et l'équité, cela peut être source de conflits », a averti Nicolas Dadja Gnakpaou, directeur exécutif de l'Autorité du bassin du Mono (ABM).

Vers une gouvernance concertée de l'eau

Le guide actuellement à l'étude devrait conduire, à terme, à la mise en place d'une charte de l'eau, document fondateur qui fixera les modalités de coopération entre Lomé et Cotonou.

Selon Yao Ewonam Zegue, secrétaire général au ministère togolais de l'Eau et de l'Assainissement, ce futur cadre reposera sur plusieurs principes clés :

- l'utilisation équitable et raisonnable des ressources ;
- le partage systématique d'informations ;
- la notification préalable des projets susceptibles d'avoir un impact sur le bassin.

Ces mesures visent à instaurer une gestion durable et pacifique du fleuve Mono, tout en tirant les leçons des tensions observées sur d'autres bassins transfrontaliers en Afrique et dans le monde.

Un enjeu écologique et climatique

Au-delà de la régulation, la charte aura également pour objectif de promouvoir les bonnes pratiques de gestion de l'eau, de préserver les écosystèmes et de renforcer la résilience des populations face aux effets du changement climatique. Le bassin du Mono, par sa richesse hydrique et sa biodiversité, constitue en effet un levier stratégique pour l'agriculture, l'énergie et l'approvisionnement en eau potable des communautés locales.

Ing Ilyame OURO-LOWAN

Togo : 6^{ème} édition du Guide Pratique des Affaires, un outil stratégique pour investisseurs et entrepreneurs

Le Guide Pratique des Affaires au Togo, 6^e édition, a été officiellement présenté jeudi 25 septembre 2025, à l'occasion de l'Afterwork d'Edem d'Almeida tenu à l'hôtel Onomo de Lomé. L'événement a rassemblé investisseurs, entrepreneurs, opérateurs économiques de divers secteurs, acteurs du secteur financier, sportifs de haut niveau et hommes de médias, autour du thème :

« Financier 3.0 : du gardien des chiffres à l'architecte stratégique : dettes, financements alternatifs et innovation digitale pour créer de la valeur ».

Un guide opérationnel et pratique pour les investisseurs

Le Guide, coédité par l'agence Focus Yakou et la

Chambre de Commerce et d'Industrie du Togo (CCI-Togo), se veut un outil pratique et opérationnel. Il consolide des informations sur l'économie, la fiscalité, la finance et le droit issues de multiples sources.

Selon Jean-Paul Agbo Ahouelete, directeur général de Focus Yakou :

« Ce guide présente le Togo dans une rubrique 'Togo Express', son contexte économique, ses perspectives, ses indicateurs sociaux, son régime politique, son climat et sa société. Il détaille également les formes juridiques des sociétés, les procédures de création d'entreprise, la législation du travail, la couverture sociale, la fiscalité, le contentieux et l'arbitrage, ainsi que les dispositifs d'accompagnement des



entrepreneurs. »

Préfacée par Dr José Simenouh, président de la CCI-Togo, cette édition intègre des rubriques innovantes,

notamment un focus sur les activités réglementées au Togo, afin de mieux guider les investisseurs et opérateurs économiques.

Jean-Paul Agbo Ahouelete précise toutefois que le guide n'a pas vocation à fournir une analyse prospective et recommande de se rapprocher de cabinets spécialisés pour des études approfondies. L'objectif reste de proposer un recueil pratique et actualisé, qui suscite des retours très positifs de la part des utilisateurs.

Financier 3.0 : vers une nouvelle fonction stratégique

L'Afterwork d'Edem d'Almeida a également été l'occasion pour les panélistes, dont Bertrand Bodet, directeur de l'antenne nationale de la BRVM, et Constant Djeket, DG de NSIA Assurance Togo,

accompagnés du ministre Edem Tengue, de revisiter la fonction de financier.

Dans un contexte marqué par l'essor des innovations digitales et technologiques, et l'intégration de l'intelligence artificielle, le financier n'est plus seulement gardien des chiffres. Il devient aujourd'hui un acteur stratégique capable de créer de la valeur et de contribuer directement à la stratégie de l'entreprise.

Cette édition du Guide Pratique des Affaires au Togo confirme ainsi sa position comme un référentiel incontournable pour tous ceux qui souhaitent investir et entreprendre dans le pays, en offrant un panorama concret et actualisé du cadre économique, juridique et financier togolais.

Seth AGBAGAN

La « FETAPH » outille les organisations des de personnes handicapées en communication et mobilisation de ressources à Kara

Médiatopnews.tg - Un atelier de formation consacré à la communication stratégique et à la mobilisation de ressources, a regroupé les 22 et 23 septembre à Kara, une vingtaine d'acteurs représentants les organisations des personnes handicapées (OPH) et les Organisations Partenaires (OP) la Fédération des Personnes Handicapées (FETAPH) de la région.

Cette rencontre, organisée par la FETAPH avec l'appui de la fondation n Liliane, s'inscrit dans le cadre du « trajet d'autonomisation des organisations membres et partenaires de la FETAPH ».

Elle est une suite logique des initiatives précédentes, visant à renforcer la collaboration régionale et à doter les OP/OPH de toutes les régions du pays d'outils pratiques pour accroître leur visibilité et financer durablement leurs activités.

L'objectif est de renforcer les capacités techniques des membres des réseaux régionaux d'OP/OPH en matière de communication et de mobilisation de ressources. Il a été question d'outiller les participants sur des stratégies de communication adaptées à leurs actions locales et sur les mécanismes de mobilisation de ressources, notamment

numériques.

Les deux jours de travaux ont permis aux participants de se familiariser avec les techniques de communication et de storytelling, ainsi qu'avec les stratégies de mobilisation de ressources. Ceci à travers des études de cas et des exercices pratiques portant sur la rédaction de communiqué, le rapportage d'activités, l'utilisation des outils numériques, ainsi que le financement d'activités par des initiatives locales.

« Cet atelier vient renforcer notre capacité à rendre visibles nos actions et à trouver des moyens innovants pour financer

nos activités. C'est un pas important pour mieux défendre les droits des personnes handicapées dans la Kara », a témoigné un représentant d'association à l'issue de la session.

Pour la chef de projet, Mme ALOKPEYOU Lamatou Clémence, l'un des défis majeurs auxquels font face les organisations des personnes handicapées est le manque de visibilité et de moyens pour financer leurs initiatives. Elle a insisté sur la nécessité des associations de compétences pratiques en communication et en mobilisation de ressources, notamment numériques, afin

qu'elles puissent mieux valoriser leurs actions, attirer des partenaires et s'affirmer comme des acteurs incontournables u développement local.

La FETAPH, à travers ce programme, ambitionne de créer des réseaux régionaux dynamiques, capables d'influencer les politiques publiques locales en faveur de l'inclusion. Un dispositif de suivi et de mentorat accompagnera désormais les organisations formées dans la mise en œuvre de leurs campagnes de mobilisation de ressources.

Honoré BOULISSATOM

Aviation civile

Le Togo distingué par l'OACI pour ses performances mondiales en sûreté aérienne

Le Togo a franchi une étape majeure dans la reconnaissance internationale de son aviation civile. Le pays s'est vu décerner, le mardi 23 septembre 2025 à Montréal (Canada), le certificat de reconnaissance du Conseil de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale (OACI), l'une des plus hautes distinctions attribuées dans le domaine. La remise officielle est intervenue lors de la cérémonie d'ouverture de la 42^e Assemblée de l'OACI, en présence des représentants des 193 États membres. La distinction a été reçue par le Directeur général de l'Agence nationale de l'aviation civile (ANAC-Togo), Idrissou Abdou Ahabou.

Un résultat historique pour le Togo

Cette reconnaissance vient couronner les efforts soutenus du Togo dans la mise en œuvre des Normes et Pratiques Recommandées (SARP) de l'OACI, en particulier dans le domaine de la sûreté aérienne. Un audit de sûreté mené entre février et

mars 2025 par l'OACI a en effet révélé un taux de conformité supérieur à 90 %, un résultat exceptionnel.

Avec ce score, le Togo se classe :

- 1^{er} en Afrique de l'Ouest et du Centre,
- 2^e sur l'ensemble du continent africain, derrière le Kenya (91 %),
- 3^e au niveau mondial, juste derrière Israël (99 %).

Ces performances font du Togo une référence internationale en matière de sûreté aérienne, renforçant sa crédibilité auprès des compagnies aériennes, des passagers et des investisseurs.

Le rôle central de Lomé comme hub aérien

Depuis plusieurs années, le Togo investit dans le développement et la modernisation de

son secteur aéronautique, avec une ambition claire : faire de Lomé un hub aérien majeur en Afrique de l'Ouest. La modernisation de l'aéroport international Gnassingbé Eyadéma (AIGE), la digitalisation des procédures de contrôle et de certification, la formation conti-

nue des personnels, ainsi que la coopération renforcée avec les partenaires internationaux (IATA, OACI, UEMOA, CE-DEAO) ont contribué à atteindre ces résultats remarquables.

Le pays bénéficie également de la présence stratégique de compagnies régionales et internationales qui utilisent Lomé comme point de transit, confortant son rôle de plateforme logistique et commerciale.

Une victoire collective et un engagement pour l'avenir

Pour Idrissou Abdou Ahabou, cette récompense va bien au-delà d'une distinction symbolique. Elle consacre une volonté politique forte et une mobilisation collective de toutes les parties prenantes du secteur aéronautique togolais : autorités, régulateurs, opérateurs, compagnies aériennes et partenaires techniques.

« Cette distinction de l'OACI est avant tout une victoire collective pour le Togo. Si ce prix nous honore, il nous engage également à maintenir et à renforcer ce niveau d'excellence, afin de consolider la place de Lomé comme hub aéronautique de référence en Afrique et dans le monde », a-t-il déclaré. Et d'ajouter : «

Cette reconnaissance internationale nous motive à aller encore plus loin, à innover et à garantir aux compagnies aériennes, aux passagers et à nos partenaires un environnement aéronautique sûr et fiable. »

Une dynamique régionale et internationale

En obtenant cette distinction, le Togo envoie un signal fort non seulement à l'échelle continentale, mais aussi sur le plan mondial. Dans un contexte marqué par les défis sécuritaires, climatiques et technologiques qui pèsent sur le transport aérien, la performance togolaise illustre la capacité d'un pays africain à se hisser aux standards les plus élevés.

Cette reconnaissance devrait renforcer la position du Togo dans les discussions internationales sur la sûreté aérienne, mais aussi accroître son attractivité pour les compagnies aériennes internationales, les investisseurs étrangers et les organisations multilatérales engagées dans le financement et l'accompagnement du secteur.

Adjovi TOESSI



BIG BOSS

PILS Citron

OUVRE LE CITRON, LIBÈRE LA Fraicheur

600* FCFA

BOUTEILLE

65 CL

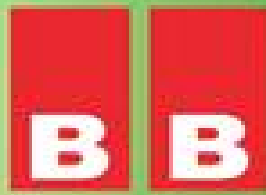
PILS

à Base Agulha

GOLD MEDAL

Facebook, Instagram, Twitter, YouTube icons

NOUVEAU

BIG
BOSS
PILS

Pils Citron

18

*Prix de vente indicatif recommandé • *Alcool dangereux pour la santé. A boire avec modération.

YF

600*
FCFA

BOUTEILLE

65 CL



d'A Vision
FRIQUE

Hebdomadaire panafricain d'informations, d'analyses et de publicités

Siège social :
2^{ème} von derrière
EPP Kélégougan
Récepissé :
N° 0508 / 02 / 02 / 15 / HAAC
BP : 80349 Lomé-Togo

**Directrice générale chargée
de la publication:**

Ing OURO-LOWAN Ilyame

Tél : 91229288 / 90118788

Email :

visiondafrique2015@gmail.com

Site : www.afriquevision.com

Rédaction

Ing OURO-LOWAN

Ilyame

Dodji Kétohou

Cécile A. DOLEME

Djato Kodjo Dodji

Kouami D Kpotogbé

Adjovi TOESSI

Infographie

Benjamin K. Tchabi

Imprimerie: Light print

Tirage :

2500 exemplaires